

procédures d'indemnisation sont détournées par les élites locales. En cela, la Narmada est emblématique de tous les grands projets déplaçant des populations en Inde, depuis les mines à ciel ouvert jusqu'aux zones franches : la lettre des mesures peut sembler juste, mais leur application scandaleuse.

La lutte est également écologiste. Les défenseurs de la biodiversité sont d'autant plus virulents que la simple irrigation d'appoint prévue, pour des cultures peu gourmandes en eau, cède souvent le pas à l'irrigation de riz ou de canne à sucre. Enfin, des mouvements religieux tentent de conserver leurs pèlerinages à la déesse-fleuve Narmada, associée à Shiva – rejoignant ainsi d'autres combats de défense des fleuves sacrés, comme celui de Tehri sur le Gange.

Au final, il s'est agi d'une lutte altermondialiste avant la lettre. Le projet ayant créé environ 800 associations villageoises d'irrigants au Gujarat, on cherche à faire payer aux agriculteurs le coût de l'eau, tout en leur demandant de construire eux-mêmes le réseau local d'amenée : la décentralisation masque une libéralisation. C'est le chaos dans le réseau en construction. Les conduites d'eau potable sont quant à elles trop longues et ne parviennent pas à satisfaire les besoins des campagnes du Saurashtra.

La défense de la Narmada avait pour ennemi le développement nehruvien. Avant-goût des luttes contre un mode de croissance contemporain plus libéral (usine Tata au Bengale, multiplication des zones franches), ce combat fut perdu. Mais il contribua à forger tout un mouvement altermondialiste indien, et à lui offrir une tribune internationale en alliant le « local » et le « mondial » contre le « national ». C'est ainsi que les normes suivies aujourd'hui par la Banque Mondiale, dans les projets d'infrastructure de transport qu'elle finance dans les métropoles indiennes, incluent l'indemnisation des personnes déplacées même si elles n'ont pas de titre de propriété : un résultat hérité de la lutte du NBA.

Frédéric Landy

☞ Baviskar Amita (1995).
Racine Jean-Luc (2001).

☞ *altermondialisme, aménagement du territoire, barrages, cours d'eau, foncier, Padkar (Medha), Roy (Arundhati)*

Fontes Documentaire 100

NASSCOM

La *National Association of Software Services Companies* est une organisation professionnelle créée en 1988 qui représente les entreprises indiennes du secteur des « technologies de l'information » (IT). Elle compte, en 2008, 1 200 membres, soit l'essentiel des firmes viables du secteur : des entreprises de matériel et de services informatiques, mais aussi de services à distance (télémarketing, transcriptions médicales, etc.) et de biotechnologies, reflétant ainsi la disparité du secteur indien de la « IT ».

Son fonctionnement a évolué graduellement vers le lobbying politique et le marketing territorial. Ses activités et ses choix stratégiques sont en effet largement déterminés par les entreprises les plus importantes du secteur. Elle est porteuse des revendications de ces entrepreneurs auprès des autorités, ce dont témoigne le déplacement de son siège de Bombay à Delhi, et dans les médias indiens. De plus en plus, elle assure aussi la promotion de l'Inde à l'échelle internationale dans ce secteur d'activités, par exemple en s'ingérant dans le débat politique américain sur les quotas de visas, car les États-Unis sont le principal demandeur de « consultants » indiens en informatique.

Elle publie régulièrement des rapports sur la santé du secteur et ses perspectives, sur la base des informations qui lui sont fournies directement par les entreprises adhérentes. Jusqu'en 2005, date de création du ministère des Technologies de l'information, elle était ainsi la principale source de données sur le secteur informatique. Ces chiffres qui sont largement relayés par les médias sont donc à prendre avec précaution.

Aurélie Varrel

☞ *informatique, services*

Natalité

La forte natalité, observée dès le XIX^e siècle, a longtemps figuré parmi les premières sources présumées des difficultés du pays, mais le gouvernement colonial n'a jamais souhaité

intervenir dans la régulation démographique de la sphère domestique, à l'exception des législations touchant aux mariages d'enfants. Cette attitude a évolué après l'Indépendance et l'Inde a d'ailleurs connu la mise en place très précoce d'une politique démographique officielle, puisque les premières actions gouvernementales – restées toutefois sans grand effet – datent des années 1950, époque durant laquelle s'opposaient encore les solutions démographiques prônées par Nehru (modernisation et contrôle des naissances) et par Gandhi (tradition et maîtrise de soi). C'est avant tout dans les années 1970 que les politiques nationales de limitation des naissances ont pris leur essor, culminant dans les excès pratiqués durant l'État d'urgence de 1975 qui ont entraîné la chute du régime et un ralentissement de l'action gouvernementale. L'intervention de l'État dans la régulation de la fécondité s'est trouvée largement freinée par la forte résistance exercée par les institutions traditionnelles, comme la famille ou la sous-caste, qui jouaient jusqu'alors un rôle central dans le système matrimonial, ainsi que dans les usages et normes en matière de sexualité et de procréation. Le couple, la famille nucléaire et les femmes ont toutefois émergé durant les dernières décennies comme de nouveaux acteurs des processus de décision reproductive.

La reproduction est une des fonctions centrales de la place des femmes dans la société indienne, et la forte mortalité des enfants a longtemps exacerbé l'idéologie fermement nataliste des institutions familiales. Pourtant, en dépit de mariages précoces parfois pré-pubertaires, la fécondité totale des femmes n'a que rarement dépassé les six enfants par femme dans l'Inde coloniale. De nombreux dispositifs traditionnels, comme l'abstinence et l'allaitement, tendaient en effet à limiter le nombre de naissances à l'intérieur du mariage alors que l'avortement ou l'infanticide était avant tout réservé aux grossesses hors mariage. La baisse de la fécondité n'a commencé à se faire sentir d'un point de vue statistique que durant les années 1960 parmi certains groupes avancés. À l'échelle nationale, elle a pris de l'ampleur très progressivement, en raison du poids démographique des grands États peuplés du

nord, du Rajasthan au Bihar, qui entrent avec retard dans la dernière phase de la transition démographique.

D'après les estimations de 2006, les femmes indiennes ont désormais 2,7 enfants en moyenne, avec de fortes disparités régionales et sociales. La fécondité reste en effet encore proche de quatre enfants par femme en de nombreux États du nord comme le Bihar ou l'Uttar Pradesh, et s'avère plus élevée que la moyenne parmi les plus pauvres, les tribaux, les dalits ou encore les musulmans. L'âge médian au mariage n'est aujourd'hui que d'environ 18 ans parmi les jeunes générations féminines, et moins de la moitié des femmes en union utilisent une méthode moderne de contraception. Ces derniers chiffres illustrent le relatif retard qui reste à combler pour que l'Inde se rapproche de l'Asie du Sud-Est.

La fécondité s'est toutefois abaissée très vite dans les États du Sud ainsi que dans plusieurs métropoles, et se place désormais dans ces régions à des niveaux européens, résolument en deçà du seuil de remplacement des générations. Il faut observer à ce propos qu'en certaines régions, comme le Nord-Ouest, cette baisse de la descendance s'est faite en particulier aux dépens des naissances féminines du fait des avortement sélectifs, car les couples souhaitent s'assurer, comme ailleurs en Asie, la naissance d'au moins un héritier mâle. Cette singularité aura nécessairement un impact durable sur les pyramides des âges, provoquant en particulier une future pénurie d'épouses dans les régions concernées.

Christophe Z. Guilmoto

▣ Guilmoto Christophe Z., Irudaya Rajan S. (2004).

➤ *croissance démographique, fille, natalité, mortalité, sexualité*

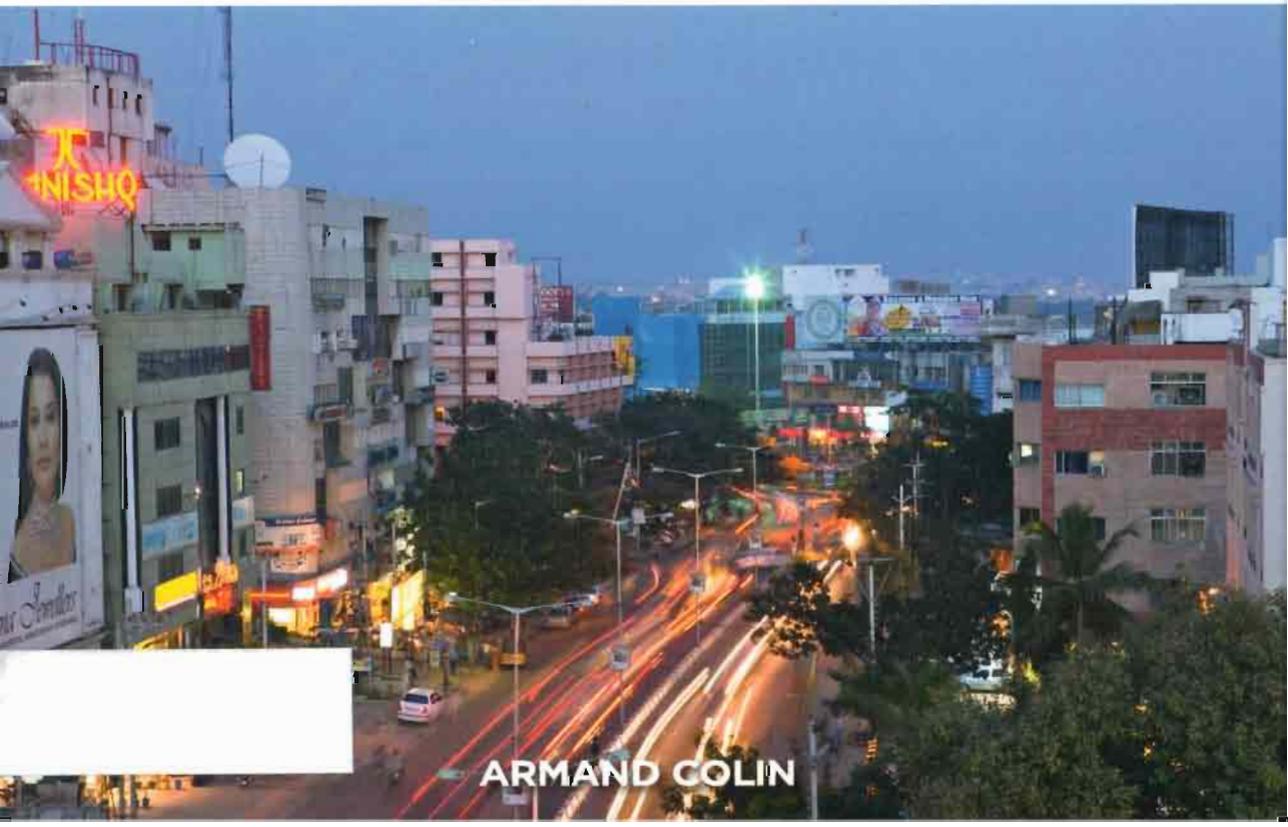
Nationalisme

Ce concept regroupe les divers courants de pensée ayant, sous des formes diverses, inspiré la vie politique de l'Inde avant et après l'Indépendance, sur la base d'une vision unitaire du pays. Différentes conceptions de la nation indienne s'affrontent depuis la fin du



Sous la direction de
Frédéric Landy

DICTIONNAIRE DE L'INDE CONTEMPORAINE



ARMAND COLIN

Sous la direction de
Frédéric LANDY

Sous la coordination thématique de
Samuel Berthet, Frédéric Landy, Isabelle Milbert,
Joël Ruet, Gilles Tarabout, Max-Jean Zins

DICTIONNAIRE
de l'Inde
contemporaine


ARMAND COLIN

Maquette de couverture : Didier Thimonier

Cartographie : Aurélie Boissière

Composition : In Folio

© Armand Colin, Paris, 2010

ISBN : 978-2-200-35247-9



Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés, réservés pour tous pays. • Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (art. L. 122-4, L. 122-5 et L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle).